

PICUM INFORMATIONS TRIMESTRIELLES Octobre – Décembre 2013

FRONTIÈRES

NATIONS UNIES

DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE

DÉVELOPPEMENTS NATIONAUX

SOINS DE SANTÉ

EMPLOI ET CONDITIONS DE TRAVAIL ÉQUITABLES

FEMMES SANS-PAPIERS

ENFANTS ET LEURS FAMILLES SANS-PAPIERS

DÉTENTION ET EXPULSION

PUBLICATIONS ET DOCUMENTATION

FRONTIÈRES

Belgique / Trois survivants du tragique naufrage portent plainte contre la Belgique

Trois survivants d'un naufrage ayant causé en 2011 la mort de 63 migrants en Méditerranée, ont déposé une plainte devant le Tribunal de première instance de Bruxelles contre l'armée belge le 26 novembre 2013 pour avoir omis de fournir une assistance. Dans un canot venant de Libye et transportant un total de 72 personnes, ils ont essayé d'atteindre l'Europe en 2011, mais ont perdu le contrôle du bateau. Leurs appels à l'aide ont été enregistrés, mais ils n'ont reçu aucune assistance bien qu'ils aient été repérés par des navires de guerre et des hélicoptères de différents Etats. La plainte a été déposée avec le soutien de plusieurs ONG et des initiatives similaires sont en cours dans d'autres pays. L'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe a publié un rapport mettant l'accent sur ce cas le 29 mars 2012 : « [Vies perdues en Méditerranée : qui est responsable ?](#) »
Source : [Agence France Presse](#), le 26 Novembre 2013

BULGARIE / Le gouvernement durcit ses positions vis-à-vis des migrants irréguliers

En Bulgarie, le Vice-Premier Ministre et le Ministre de l'Intérieur Tzvetlin Yovchev ont présenté un plan pour un durcissement de la politique envers les migrants irréguliers. Les mesures envisagées comprennent le fait de réduire les délais de refoulement des migrants en situation irrégulière, de renforcer la sécurité à la frontière bulgare-turque par un plus grand nombre de policiers, de construire une clôture de 30 km et des installations fermées. En outre, des descentes de police seront effectuées dans des endroits fréquentés par les réfugiés et les migrants. L'objectif du gouvernement est de diviser par trois le nombre de personnes qui entrent illégalement dans le pays et dans le même temps d'expulser de Bulgarie trois fois plus de personnes. Les militants des Droits de l'Homme craignent que les nouvelles mesures ne se traduisent par un harcèlement policier et par l'exclusion sociale des migrants.

Sources: [Capital](#), le 4 novembre 2013; [Communiqué de presse du ministère de l'Intérieur en anglais](#), le 4 novembre 2013; [Dnevnik](#), le 3 Novembre 2013

GRECE / Alliance des pays frontaliers du sud de l'UE

Dans la perspective de la présidence grecque de l'UE au premier semestre 2014, le Premier Ministre grec, Antonis Samaras, a entamé des discussions avec ses homologues en Italie et à Malte en vue d'une approche commune en matière de migration irrégulière. Les trois Premiers Ministres ont appelé à une stratégie européenne plus concrète afin de répondre à la migration irrégulière. Antonis Samaras a souligné que le renforcement de l'agence Frontex et le rapatriement des migrants en situation irrégulière sont les points clés à ce stade.

Sources: [Kathimerini](#), 22 Octobre 2013; [News.in](#), 21 Octobre 2013

NATIONS UNIES

HCDH / Fiche d'information sur la traite des êtres humains

Dans le cadre d'une série de fiches d'information sur les questions des Droits de l'Homme, le Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a publié [un document d'une page](#) sur la traite des êtres humains. Le document fournit des données sur les formes de traite et les groupes victimes de la traite, ainsi que sur des Traités et des décisions relevant des Droits de l'Homme, relatifs à la prévention et à la lutte contre la traite des êtres humains.

Source: [Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme](#), Novembre 2013

ONU / Nouvelles ratifications et guide sur la procédure de traitement des plaintes CRC

Le Portugal et le Monténégro sont devenus les septième et huitième états à ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant (CRC) suite à une procédure de plainte, le 24 septembre 2013. Deux autres ratifications sont nécessaires pour l'entrée en vigueur du Traité. Dans le même temps, 44 États au total ont signé [le Protocole facultatif](#). Le Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) en charge de la lutte contre la violence envers les enfants a également lancé un guide sur la procédure de plainte de la CDE à la portée des enfants intitulé: « Améliorer la compréhension des enfants et des jeunes concernant le Protocole facultatif et la procédure de communication ». Le [guide](#) vise à sensibiliser davantage les enfants à leurs droits et à améliorer leur confiance à s'exprimer et à solliciter de l'aide.

Source: [Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme](#), 14 Janvier 2014

DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE

UE / Le système européen de surveillance des frontières (EUROSUR) devient opérationnel

Le système de surveillance des frontières (EUROSUR) est devenu opérationnel le 2 décembre 2013. Il vise à réduire le nombre de migrants en situation irrégulière qui entrent clandestinement dans l'UE et à aider les Etats membres à réagir plus rapidement aux incidents concernant les sans-papiers et la criminalité transfrontalière (voir le [Bulletin de PICUM du 31 Octobre 2013](#)). Ses principaux piliers sont les « centres de coordination nationaux », au sein desquels toutes les autorités chargées de la surveillance des frontières sont tenues de coordonner leurs activités. EUROSUR sera opérationnel dans 30 pays au total. Les critiques ont décrit cette mesure comme étant extrêmement onéreuse (€ 144 000 000 000), discriminatoire et anti-immigration, avançant qu'elle ne serait justifiée que s'il en résultait une diminution importante du nombre de décès impliquant les migrants qui tentent d'entrer dans l'UE.

Sources: [Commission européenne communiqué de presse](#), le 29 Novembre 2013; [PressTV](#), le 13 Décembre 2013

CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE / Débat sur les questions de migration dans la Méditerranée

A la suite de la réunion du Conseil de l'UE des 24 et 25 octobre 2013 à Bruxelles, les ministres ont débattu le 18 novembre 2013 des questions de migration dans la zone Méditerranéenne, en faveur de l'aide à apporter au gouvernement libyen pour sécuriser ses frontières et réduire la traite des êtres humains. Grâce à la Mission d'assistance frontalière de l'UE (EU BAM Libye), l'Union Européenne a pour objectif de renforcer la capacité des autorités libyennes à maîtriser les frontières du pays. Dans le même temps, l'UE a convenu avec la Tunisie d'un partenariat pour la mobilité qui devrait être officiellement signé bientôt. Le partenariat pour la mobilité prévoit une coopération en matière de migration et d'asile et demande que l'Union Européenne se mobilise face au défi posé par la mort de migrants en mer.

Sources: [Conseil de l'Union européenne Affaires étrangères Communiqué de presse](#) 18 Novembre 2013; [ANSA](#), le 18 Novembre 2013.

CONSEIL DE L'EUROPE / " Le droit de quitter un pays " - nouveau document par le Commissaire aux Droits de l'Homme

Le Commissaire aux Droits de l'Homme auprès du Conseil de l'Europe, Nils Muižnieks, a publié le 5 novembre 2013, un document de travail sur le droit de quitter un pays, y compris le sien, garanti par l'article 2 du Protocole n°4 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme. Le document met en évidence les obstacles à la réalisation de ce droit, telles que les politiques migratoires restrictives et de contrôle des frontières ou les interdictions de voyager imposées par les Etats membres du Conseil de l'Europe. Le document conclut en recommandant aux États de veiller à ce que leurs lois, politiques et pratiques en matière de migration et en matière de contrôles aux frontières soient mises en conformité avec le droit de quitter un pays ainsi qu'avec le cadre international des Droits de l'Homme. Le document est disponible en anglais [ici](#).

Source : [Conseil de l'Europe, Communiqué de presse](#), 6 novembre 2013; [European Voice](#), 7 novembre 2013

PAYS-BAS / Le Comité européen des Droits Sociaux invite le gouvernement néerlandais à prendre toutes 'mesures immédiates' possibles afin de répondre aux besoins fondamentaux des migrants sans-papiers

Suite à une demande de 'mesures immédiates' soumise par la Conférence des Eglises Européennes afin de s'assurer qu'aux Pays-Bas, les sans-papiers aient le droit de disposer d'un abri, de nourriture et de vêtements, et « que soit respectée leur dignité d'êtres humains, et que tout soit mis en œuvre pour les préserver de dangers supplémentaires », le 25 octobre 2013 le Comité Européen des Droits Sociaux a invité le gouvernement néerlandais à prendre « toutes les mesures possibles en vue d'éviter toute atteinte grave et irréparable à l'intégrité des personnes se trouvant à risque immédiat de tomber dans la misère » et à « veiller à ce que leurs besoins de base (logement, vêtements et nourriture) soient couverts. La Conférence des Eglises Européennes avait d'abord demandé la suspension de la « Loi Linkage » néerlandaise qui interdit aux sans-papiers l'accès aux services sociaux de base. La décision du Comité peut être consultée [ici](#).

DÉVELOPPEMENTS NATIONAUX

FRANCE / Le gouvernement est accusé de ne pas tenir ses promesses électorales de réforme des politiques de rétention et d'expulsion

Le Président français François Hollande avait promis des changements importants dans les politiques d'immigration lors de sa campagne électorale, afin de faire de la rétention l'« exception » et non la règle. Toutefois, les associations ayant accès aux centres de rétention administrative (CRA) français signalent que la situation ne s'est améliorée que pour les familles migrantes, ce qui est loin d'être le cas pour tous les migrants, dont un large nombre est encore retenu. S'il y a eu une diminution du nombre total de personnes placées en CRA (23.500 en 2012 contre 27.000 en 2011), le secteur associatif souligne que cela est seulement dû à l'abrogation du régime de la garde à vue, afin de se mettre en conformité avec une décision de la [Cour de Justice de l'Union européenne](#) (CJUE). Le gouvernement socialiste a également été critiqué en raison de la détérioration, à défaut de l'amélioration, de la situation des personnes expulsées. Le nombre total de personnes expulsées de France Métropolitaine a augmenté de 12% en 2012, dont 60% n'a pas eu accès à un juge judiciaire avant l'expulsion.

Source: [Faim Développement magazine](#), 20 Décembre 2013

ITALIE / Débat autour de la réforme du droit de l'immigration et de la décriminalisation de l'immigration irrégulière

Suite à la tragédie de Lampedusa du 3 octobre 2013, dans laquelle plus de 360 migrants et migrantes sont décédés en mer, le gouvernement italien a ré-ouvert le débat politique autour de la loi « Bossi-Fini ». La loi italienne criminalise en effet l'immigration irrégulière, et autorise de ce fait les autorités italiennes à faire un procès criminel contre les survivants de la tragédie. Suivant une proposition de deux membres du 'Five Star Movement' (« Mouvement des cinq étoiles ») – le parti politique mené par Beppe Grillo, la Commission Justice du Sénat a approuvé un amendement qui abroge le crime d'immigration irrégulière, sans réforme globale du droit italien de l'immigration. L'amendement doit toujours être approuvé par le Sénat et la Chambre des Députés, un accord politique devant encore être trouvé. La Ministre italienne pour l'intégration, Mme Cécile Kyenge, a exhorté le Parlement à adopter la décriminalisation de l'immigration irrégulière.

Sources : [Corriere della Sera](#), 10 Octobre 2013; [Ansa](#), 21 Octobre 2013

MALTE / La citoyenneté pour 650.000 euros

Le Parlement maltais a adopté une nouvelle loi sur la citoyenneté le 12 novembre 2013 qui permet aux étrangers d'acheter un passeport maltais sans aucune condition de résidence ou d'investissement pour 650.000 euros. Selon le Premier Ministre Joseph Muscat, le but de cette mesure est de générer des recettes pour le pays et d'attirer des personnes de « haute valeur » qui assureront des investissements. Dans le même temps, il a appelé l'Union européenne à agir pour soulager Malte de la charge du nombre d'arrivées de migrants, et il a été critiqué pour avoir autorisé l'achat de la citoyenneté maltaise par les personnes les plus riches.

Sources: [Spiegel online](#), 13 Novembre 2013; [Malta Independent](#), 9 Novembre 2013

MAROC / Le Roi Mohammed VI va régulariser tous les migrant-e-s sans-papiers au Maroc

Mohammed VI, Roi du Maroc, a décidé de régulariser les migrants sans-papiers présents au Maroc. Sa décision a été prise à la suite de la publication d'un rapport intitulé « [Etrangers et droits de l'Homme au Maroc : pour une politique d'asile et d'immigration radicalement nouvelle](#) » par le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH). Le rapport fait un état des lieux de la situation des migrants au Maroc et met en valeur quatre domaines qui doivent être pris en compte dans les politiques actuelles : 1) la situation des réfugiés et des demandeurs d'asile ; 2) les migrants sans-papiers ; 3) la lutte contre la traite d'êtres humains ; et 4) les migrants en situation régulière. Mohammed VI a reconnu le besoin d'améliorer les conditions de vie des migrants dans le pays, principalement originaires de l'Afrique sub-saharienne.

Sources : [Yabiladi](#), 09 Septembre 2013; [Toutsurlemaroc](#), 10 Septembre 2013

RUSSIE / Des descentes hebdomadaires de la police russe dans les logements de migrant-s

Le chef de la police de Moscou, Anatoly Yakunin, a annoncé que la police ferait des descentes dans des habitations présumées occupées par des migrants irréguliers, et cela, chaque vendredi jusqu'à la fin de l'année. Il a mentionné que la police réalisera une opération de grande envergure de « prévention du crime », appelée 'Signal on Fridays' (« le signal des vendredis »). La mesure a été proposée après que des milliers de personnes ont manifesté à la suite de la mort d'un citoyen russe de 25 ans, Yegor Shcherbakov, le 10 octobre 2013, qui aurait été poignardé par un migrant.

Source : [The Moscow Times](#), 21 Octobre 2013

GRANDE-BRETAGNE / Le Bureau de l'Intérieur publie accidentellement les données personnelles de migrants sans-papiers

Les données personnelles d'environ 1.600 migrants sans-papiers en procédure de retour vers leur pays d'origine, ont été publiées accidentellement sur le site internet du Bureau de l'Intérieur (Home Office) entre le 15 et le 28 octobre 2013. Dans une [déclaration écrite](#) au Parlement britannique, le Ministre de l'Immigration, Mark Harper, a annoncé que le Département a pris des mesures pour déterminer si les données ont été vues ou leur accès rendu possible hors du Bureau de l'Intérieur.

Source: [BBC](#), 12 Décembre 2013

SOINS DE SANTÉ

DANEMARK / Des manifestations contre les expulsions de demandeurs d'asile souffrant de maladies mentales

La révélation du nombre croissant d'expulsion de demandeurs et demandeuses d'asile souffrant de troubles mentaux graves a déclenché un débat public sur la justification de telles expulsions. Le 1^{er} novembre 2013, des manifestants sont descendus dans les rues de Copenhague avec des pancartes autour de leur cou proclamant « J'ai une maladie mentale, laissez-moi rester au Danemark ». Parmi eux, des membres du personnel médical et des avocats, qui sont témoins quotidiennement de l'expulsion de victimes de tortures et de violences et diagnostiquées avec des troubles mentaux graves. La disponibilité des soins dans leur pays d'origine a été utilisée comme justification de ces expulsions. Les discours tenus le jour de la manifestation ont notamment porté sur les effets traumatiques que le retour dans le pays d'origine génère sur ces personnes.

Source: [Sameksistens](#), 2 Novembre 2013

GRANDE-BRETAGNE / Limitation de l'accès aux soins de santé aux migrants

Suivant les résultats d'une consultation publique lancée le 3 juillet 2013 sur l'accès aux services de santé pour les migrants, le Bureau de l'Intérieur britannique (Home Office) souhaite mettre en place et ajouter des charges supplémentaires pour accéder à ces services. Les migrants temporaires et non-EEA devront payer pour recevoir des soins de santé. Les demandeurs d'asile, les réfugiés, les personnes bénéficiant d'un statut de protection humanitaire et les victimes de traite d'êtres humains devront, en plus des frais de base, payer un supplément et devront demander une autorisation s'ils entrent ou restent en Grande-Bretagne. Toutefois, 69% des personnes ayant répondu à la consultation ont déclaré que cet accès ne devrait pas se faire sur la base d'un permis de résidence permanent.

Source: [Migrants' Rights Network](#), 4 Novembre 2013,

EMPLOI ET CONDITIONS DE TRAVAIL ÉQUITABLES

IRLANDE / Des propositions sur les conditions d'emploi du personnel de diplomates étrangers

A la suite de cas récents d'exploitation de travailleurs domestiques dans des foyers de diplomates en Irlande, le département irlandais des Affaires Etrangères a proposé une liste de conditions que les diplomates devront respecter. Parmi elles, un visa diplomatique pourrait être annulé en cas de non-respect de ces dispositions. Il n'y a pas de texte spécifique concernant les conditions d'emploi de leur personnel. Les autorités irlandaises enquêtent actuellement sur sept cas de diplomates soupçonnés de traite d'êtres humains et de travail forcé.

Source: [Independent](#), 21 Octobre 2013

RAPPORT / L'exploitation des travailleur-se-s migrant-e-s en Finlande, Suède, Estonie et Lituanie

L'Institut Européen pour la Prévention et le Contrôle du Crime (European Institute for Crime Prevention and Control – HEUNI), affilié aux Nations Unies, a publié le rapport "[Exploitation of migrant workers in Finland, Sweden, Estonia and Lithuania: Uncovering the links between recruitment, irregular employment practices and labour trafficking](#)" (« L'exploitation des travailleurs migrants en Finlande, Suède, Estonie et Lituanie : découvrir les liens entre le recrutement, l'emploi irrégulier et la traite d'êtres humains aux fins de travail forcé ») le 24 octobre 2013. Cette publication compile quatre recherches indépendantes commandées sous le projet-parapluie [ADSTRINGO](#). Le projet ADSTRINGO vise à lutter contre la traite d'êtres humains aux fins de travail forcé à travers des partenariats améliorés, de meilleurs diagnostics et une approche organisationnelle intensifiée. Le rapport, une compilation des pratiques de recrutement à la fois dans les pays d'origine et de destination, donne de nouvelles informations sur les vulnérabilités, facteurs, méthodes et chaînes qui facilitent l'exploitation.

Source: [Conseils des états de la mer Baltiques](#), 24 Octobre 2013

RAPPORT / Le premier Global Slavery Index estime qu'environ 30 millions de personnes sont esclaves aujourd'hui

La fondation 'Walk Free' a publié le premier 'Global Slavery Index' (« Indice global de l'esclavage») qui estime que presque 30 millions de personnes sont esclaves dans le monde aujourd'hui, dont beaucoup sont migrants et victimes de traite d'êtres humains à des fins de travail forcé ou d'exploitation sexuelle. Le rapport vise à montrer l'ampleur globale et la nature de ce problème, ainsi que sa persistance. Il fournit un classement mondial de l'esclavage moderne et une analyse plus approfondie de la situation nationale des dix premiers et derniers pays du classement. L'analyse inclut les réponses gouvernementales et des recommandations sur la manière d'améliorer la situation. L'Europe de l'Ouest a le plus faible taux de risque d'esclavagisme par région, et neuf des dix meilleurs pays sont situés en Europe. Les formes d'esclavage moderne qui se manifestent dans ces pays impliquent principalement des migrants sans-papiers, exploités comme travailleurs domestiques ou exploités sexuellement. Par exemple, toutes les victimes identifiées d'esclavage moderne en Norvège étaient non-nationales. Le rapport est disponible [ici](#) (en anglais).

Source: [Al Jazeera](#), 18 Octobre 2013

FEMMES SANS PAPIERS

ETATS-UNIS / Un projet de loi sur l'immigration prend en compte certains besoins des femmes migrantes

[Statistiquement](#), les femmes migrantes sont trois à six fois plus à même d'être victimes de violences conjugales que les femmes nées aux Etats-Unis. 77% de celles dépendant du statut juridique d'immigration de leur mari sont victimes de ces violences. La proposition de loi du Sénat, actuellement discutée par le Congrès, contient des dispositions qui prennent en compte la protection des femmes migrantes. Elle prévoit par exemple de doubler le nombre de visas accordés à celles qui coopèrent pour faire appliquer la loi et qui ont été victimes de ces crimes aux Etats-Unis. Toutefois, les réductions proposées dans les visas de regroupement familial seront potentiellement un obstacle supplémentaire pour les femmes souhaitant rejoindre leurs enfants ou d'autres membres de leur famille.

Sources: [In These Times](#), 12 Octobre 2013; [Colorlines](#), 14 Octobre 2013

ENFANTS ET LEURS FAMILLES SANS-PAPIERS

BELGIQUE / Une campagne facilite l'accès des immigrants sans papier à l'éducation dès le plus jeune âge

Le Ministère flamand de l'Education a mené une campagne d'information sur le thème "Regarde ce que je peux faire" (« Look what I can do »). L'objectif de cette campagne est d'augmenter les inscriptions à l'école maternelle, en particulier parmi les nouveaux immigrés et les enfants dont la langue maternelle est une langue étrangère. Les parents dont le statut de résident n'est pas certain, y compris les immigrés sans papiers, sont particulièrement visés par cette campagne. *Kleuterschool* (l'école maternelle et le CP) n'est pas obligatoire mais le gouvernement encourage l'inscription des enfants âgés de 3 à 6 ans.

Source: [Kleuterparticipatie](#), Septembre 2013

CHYPRE / Le Ministère de l'immigration accusé de maltraitance des familles immigrées

Le Médiateur chypriote, Eliza Savvidou, et le Commissaire aux Enfants, Leda Koursoumba, ont relevé de nombreux cas dans lesquels le Ministère de l'immigration avait laissé des adolescents se débrouiller seuls après que leurs parents ont été placés en centre de détention, ou dans lesquels des enfants ont été privés d'au moins un de leurs parents accusés de mariage blanc, même sans preuve. Leda Koursoumba a interpellé l'Etat, qui chapeaute les politiques du Ministère de l'Immigration, afin qu'il mette en place une politique globale qui assure que les mesures impliquant des enfants ne se fassent pas au détriment de leurs droits.

Source: [Cyprus Mail](#), 10 Novembre 2013

CONSEIL DE L'EUROPE / Les décisions concernant les enfants immigrés doivent toujours être prises en considérant au mieux leur intérêt

Nils Muižnieks, Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, a fait des commentaires concernant les droits des enfants immigrés. Il a rapporté les durs traitements auxquels ces enfants font face, de l'expérience traumatisante d'être expulsé au fait de devoir retourner dans un pays qu'ils ne connaissent parfois même pas. Il a conclu en disant qu'il fallait revoir les politiques concernant les enfants immigrés et que ces "enfants sont avant tout des enfants et [que] les autorités étatiques en Europe devraient toujours avoir à cœur de défendre leurs intérêts."

Source: [Human Rights Comment](#), 19 Septembre 2013

ROYAUME-UNI / Nouvelles fiches de synthèse de CLC: La voie vers la régularisation

Les enfants sans papiers, les jeunes et les familles font face à de nombreuses barrières avant de pouvoir régulariser leur statut, suite aux changements réglementaires concernant l'immigration (Immigration Rules) et à la baisse de l'assistance juridique au Royaume-Uni. Pour cette raison, le Migrant Children's Project (le Projet Enfants Immigrés) vient d'élaborer des fiches de synthèses qui fournissent aux particuliers des conseils généraux sur la façon de se défendre dans une affaire d'immigration.

Source: [Coram CLC](#), Septembre 2013

ETATS-UNIS / De plus en plus d'universités américaines accueillent ouvertement les étudiants sans papiers

Plusieurs universités américaines, dont Dartmouth, Columbia, l'Université de Pennsylvanie, Yale, Harvard, Princeton, Stanford, Duke, l'Université de Chicago et l'Université de Notre Dame ont déclaré explicitement qu'elles acceptaient les candidatures des étudiants sans papiers, en précisant également qu'ils pouvaient prétendre à des soutiens financiers. Toutefois, certains étudiants sans papiers peuvent hésiter à postuler à certaines écoles tant qu'elles ne font pas de déclaration publique concernant leur politique, de peur que leur statut soit révélé.

Source: [CNN Money](#), 1 Octobre 2013

DÉTENTION ET EXPULSION

GRECE / La Cour condamne la détention des enfants

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné la Grèce dans le cas [Housein contre Grèce](#) concernant la détention d'Ali Hussein, enfant de 11 ans originaire d'Afghanistan. La Cour a déclaré que la Grèce avait violé le droit à la liberté d'Ali Hussein en le plaçant en détention dans un centre pour adultes pendant deux mois environ. La CEDH a jugé que ces conditions de détention violaient l'Article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme sur l'interdiction des traitements dégradants, ainsi que l'Article 9 sur la liberté de religion, Ali Hussein étant musulman et forcé de choisir entre manger du porc ou s'affamer.

Sources: [Asylum Information Database](#), 25 Octobre 2013; [Enet.gr](#), 24 Octobre 2013

PAYS-BAS / Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité et à la Justice présente ses nouvelles propositions concernant la détention des immigrés

Fred Teeven, Secrétaire d'Etat à la Sécurité et à la Justice et Ministre de l'Immigration, a présenté ses nouvelles propositions concernant la détention des immigrés à la Chambre basse le 13 septembre dernier. Ces nouvelles propositions font suite aux nombreuses critiques causées par le suicide d'un activiste russe lors de sa détention, au début de l'année. Malgré le régime d'asile plus "humain" suggéré par Fred Teeven, ce nouveau plan permet toujours la détention des enfants et des familles qui entrent aux Pays-Bas par l'aéroport Schiphol. Fred Teeven a promis d'interdire la détention de familles qui entrent dans le pays par la voie terrestre. Une des principales propositions est de réduire le nombre de cellules de détention à moins de la moitié du nombre actuel. Les détenus auront plus de liberté de mouvements dans les centres de détention.

Sources: [NOS](#), 13 Septembre 2013; [Defence for Children](#), 14 Septembre 2013; [NU.nl](#), 13 Septembre; [Humanistisch Verbond](#), 17 Septembre 2013

PAYS-BAS / A Amsterdam, les immigrés sans papiers peuvent signaler un crime sans craindre l'expulsion

Malgré un projet de loi en attente proposant de criminaliser les sans-papiers, le Secrétaire d'Etat à la Sécurité et à la Justice a donné le feu vert à un projet pilote à Amsterdam, qui permettrait aux sans-papiers de signaler des crimes sans craindre d'être emprisonné. Le conseil municipal d'Amsterdam a donné son accord pour ce projet en décembre 2011, mais il a fallu un an et demi pour qu'il soit mis en œuvre. Aujourd'hui, de nombreux immigrés sans papiers ne signalent pas qu'ils ont été victime de traite des personnes, d'abus ou de violence, car ils craignent d'être emprisonné et/ou expulsé.

Source: [Republiek Allochtonië](#) 22 Août 2013; [De Volkskrant](#) 22 Décembre 2011

ESPAGNE / L'Espagne va coopérer avec le Maroc pour le retour des immigrés sans papiers

Le Ministre espagnol de l'Intérieur, Jorge Fernández Díaz, a annoncé le 23 septembre dernier lors du second Forum parlementaire hispano-marocain que l'Espagne va couvrir les coûts du retour des immigrés sans papiers qui sont au Maroc et veulent passer la frontière pour l'Europe. Ce programme, dont l'objectif, selon lui, est de combattre l'immigration irrégulière, sera mené en collaboration avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), qui œuvrera à aider les immigrés à rentrer dans leurs pays d'origine. Fernández Díaz a déclaré que 3000 immigrés sans papiers sont entrés à Ceuta et Melilla en 2013, soit deux fois plus que pendant la même période en 2012. 77% des immigrés interceptés par les autorités espagnoles sont rentrés au Maroc. Sources: [Libertad Digital](#), 23 Septembre 2013; [Medias 24](#), 24 Septembre 2013

RECHERCHE / Nouveaux documents de travail sur la détention des immigrés

Le Global Detention Project (Projet mondial sur la détention) a publié de nouveaux documents de travail sur la détention des immigrés. Le document '[The Hidden Costs of Human Rights: The Case of Immigration Detention](#)' ("Les coûts cachés des droits de l'homme : le cas de la détention des immigrés") de Michael Flynn explique comment la détention des immigrés a eu un impact sur certaines normes essentielles des droits de l'homme, ce qui a aidé à inciter les Etats à créer de nouvelles institutions dédiées à cette pratique. Le document '["Crimmigration" in the European Union through the Lens of Immigration Detention](#)' ("Crimmigration" dans l'Union européenne sous l'angle de la détention des immigrés) par Izabella Majcher montre comment la convergence des lois sur les crimes et des lois sur l'immigration peuvent avoir un impact néfaste pour les immigrés. Un troisième document intitulé '[Smoke Screens: Is There a Correlation between Migration Euphemisms and the Language of](#)

[Detention?](#) ("Ecrans de fumée : y a-t-il une corrélation entre les euphémismes sur l'immigration et le langage de la détention?") de Mariette Grange explore les conséquences du langage utilisé pour décrire les populations se déplaçant entre les pays.
Source: [Global Detention Project](#), Octobre 2013

PUBLICATIONS ET DOCUMENTATION

GUIDE / Un guide pratique pour soutenir l'intégration à l'usage des autorités locales

Les autorités locales de Dublin, en collaboration avec New Communities Partnership (Nouveau partenariat des communautés), un réseau national indépendant de 165 groupes dirigés par des immigrés, ont lancé '[A Practical Guide to Assisting Integration for Local Authorities](#)' ("Un guide pratique pour soutenir l'intégration à l'usage des autorités locales"), qui promeut l'intégration des communautés de migrants et leur implication dans les conseils de comtés irlandais. Le guide met en avant différents objectifs, y compris l'amélioration de l'engagement civique des immigrés ; le recrutement d'Intercultural Liaison Volunteers (volontaires interculturels de liaison) qui serviront de lien entre les communautés et les autorités locales ; la création de postes pour les immigrés au sein des autorités locales afin de leur donner de l'expérience professionnelle ; la création de forums locaux qui agissent comme une plateforme pour les responsables des différents groupes d'immigrés.

Source: [The Irish Times](#), 19 Août 2013

REPORT / Etat de la migration dans le monde 2013 : Le bien-être des migrants et le développement

L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a publié le rapport 'Etat de la migration dans le monde 2013 : Le bien-être des migrants et le développement' le 13 septembre 2013. Le rapport a pour but de déterminer si l'immigration engendre une amélioration de la situation personnelles des immigrés, en examinant les effets positifs et négatifs de l'immigration sur le bien-être des individus, ainsi que sur l'impact de l'immigration sur le développement de l'économie. Le rapport complet est disponible [ici](#).

Source: [OIM](#), 13 Septembre 2013